

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 01/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORGANISATION ECONOMIQUE DU COGNAC**

44 Boulevard Oscar Planat  
BP 109  
16100 Cognac

Références : 2026 923 UbD16-86 Env  
Code AIOT : 0007204479

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2026 dans l'établissement ORGANISATION ECONOMIQUE DU COGNAC implanté ZONE INDUSTRIELLE 16100 Merpins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a porté principalement sur les conditions d'exploitation des chais les plus anciens du site, les chais A à P, constituant une génération de chais construits antérieurement aux principaux standard de sécurité établis depuis 30 ans avec en concertation avec la filière Cognac.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORGANISATION ECONOMIQUE DU COGNAC
- ZONE INDUSTRIELLE 16100 Merpins

- Code AIOT : 0007204479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site d'ORECO (Organisation économique du Cognac) situé avenue de Torulas à Merpins et à Chateaubernard a une activité de stockage de Cognac pour le compte de tiers.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4755-1 de la nomenclature des installations classées pour des chais de stockages d'alcools de bouche. La quantité d'alcools de bouche d'origine agricole susceptible d'être présente (QSP) est de 264 570 m<sup>3</sup>, soit 238 113 t.

L'établissement, classé Seveso seuil haut, est autorisé par arrêté préfectoral du 29 novembre 2019, complété par :

- l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2022, autorisant et réglementant l'extension du site sur la commune de Chateaubernard (chais C0 à C15) ;
- l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2024, relatif à la création d'un bâtiment modulaire de stockage de combustibles et actant diverses modifications des chais existants (QSP...).

Par ailleurs, par courrier préfectoral du 16/10/2024, il a été donné acte des modifications du calendrier des mesures écologiques à déployer dans le cadre de la construction des nouveaux chais, autorisés par l'APC de 2022 sur la partie de Chateaubernard.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Formation des agents                            | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 2  | Plan des réseaux                                | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 3.2.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 3  | Réseau de collecte des écoulements accidentels  | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.6.2.  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 8 mois                |
| 4  | Débits d'évacuation des écoulements accidentels | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.6.2.  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 8 mois                |
| 5  | Surfaces des zones de collecte                  | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.6.2.  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 8 mois                |
| 6  | Gestion des eaux pluviales dans les rétentions  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 10 | Extinction automatique incendie des chais A à P | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.4                | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 8 mois                |
| 14 | Réexamen quinquennal de l'étude de dangers      | Code de l'environnement du 08/02/2017, article R. 515-98 II. | Demande d'action corrective                                                                                                |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                                   | Autre information |
|----|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------|
| 7  | Surfaces des chais A à P                 | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 9.9.3.1         | Sans objet        |
| 8  | Distances d'isolement des chais A à P    | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 9.9.2.1         | Sans objet        |
| 9  | Compartimentage des chais A à P          | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 9.9.3.2.2       | Sans objet        |
| 11 | Poteaux incendie proches des chais A à P | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.9.4.          | Sans objet        |
| 12 | Maintenance et vérifications périodiques | Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.9.4.          | Sans objet        |
| 13 | Etat des stocks des chais A à P          | AP Complémentaire du 13/09/2022, article 2. de l'annexe I | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite d'inspection que l'exploitant a entrepris depuis plusieurs années un programme de travaux d'amélioration des barrières de sécurité sur les chais les plus anciens du site, avec en particulier le déploiement du système d'extinction automatique incendie sur une partie de ces chais.

Cependant, de telles modifications auraient dues être portées à la connaissance de l'inspection.

A l'issue de la présente inspection, au vu des nombreuses modifications apportées et compte tenu de l'inadéquation pour les anciens chais de certaines prescriptions actuelles, prises à l'occasion des autorisation d'extensions successives du site, il apparaît nécessaire que l'exploitant doit procéder à

une révision globale de son étude de dangers dans le cadre du réexamen de l'EDD attendu pour février 2027.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation des agents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br><br>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.<br><br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Voir partie confidentielle.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><ul style="list-style-type: none"><li>• L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justificatifs permettant de s'assurer du maintien dans le temps de ce programme (procédure qualité, logiciel de suivi de formation du personnel ou autre).</li></ul>                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 2 : Plan des réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 3.2.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Plans                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>(...)<br>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :<br><br>l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,<br>les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| les secteurs collectés et les réseaux associés,<br>les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),<br>les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan des réseaux daté et comportant les indications requises (contrôlées par sondage), ainsi qu'un plan secondaire permettant de distinguer, par un jeu de couleurs, les différents secteurs de collecte.</p> <p>Le plan des réseaux fait apparaître entre deux bassins de rétention une zone bleue sans légende pouvant être identifié comme une réserve incendie. L'exploitant pense qu'il s'agit d'un puisard d'infiltration mais n'a pas été en mesure de l'affirmer clairement.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justificatifs relatifs à la nature et à la fonction de l'équipement situé entre les 2 bassins de rétention figurant en bleue sur le plan des réseaux.</li> <li>• S'il s'agit d'un équipement en lien avec la gestion des eaux du site (pluviales, accidentelles ou autres), l'exploitant doit l'indiquer clairement sur le plan des réseaux.</li> </ul>    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### N° 3 : Réseau de collecte des écoulements accidentels

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.6.2.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des pollutions accidentelles</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Pour les chais A à P, le réseau de récupération des eaux de vie enflammées est commun au réseau de récupération des eaux de pluie des voiries.</p> <p>(...)</p> <p>La mise en place de regards siphoniques tels que décrits ci-dessus est étendue aux chais A à P.</p>                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a entrepris depuis plusieurs années un programme de réfection des voiries autour des chais A à P en y intégrant la création d'un réseau de collecte des eaux pluviales séparé du réseaux de collecte des écoulements accidentels de ces chais et l'implantation de regards siphoniques sur ce dernier.</p> <p>A ce jour, les travaux restant à effectuer concernent les chais L, M, N, O et P. Les travaux concernant les chais N, O et P sont prévus courant 2027.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

- Suite à ces travaux de séparation des réseaux, cette prescription est désormais inadaptée. Aussi, en vue de l'adaptation de cette prescription, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de 8 mois, un dossier récapitulatif des travaux de séparation des réseaux effectués, programmés et projetés, comprenant notamment le plan des réseaux actuel et le plan des réseaux projeté, avec le calendrier de réalisation envisagé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 mois

#### N° 4 : Débits d'évacuation des écoulements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.6.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

(...)

Le réseau, la fosse d'extinction et la rétention sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

(...)

- Éviter tout débordement, sauf pour la rétention, pour cela ils sont adaptés aux débits et aux volumes définis dans les moyens de lutte contre l'incendie (minimum 10 l/m<sup>2</sup>/min, [...])

(...)

Constats :

L'exploitant a présenté une note de calcul concluant au respect de l'exigence de débit minimum requis. Le calcul se base notamment sur les pentes et les diamètres des canalisations externes aux chais. Cependant, l'exigence de débit est vérifiée uniquement pour la subdivision de la cellule en surfaces de collecte de 250 m<sup>2</sup> au maximum et non pour la surface totale d'une cellule.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'inspection demande à l'exploitant d'étendre le travail de vérification des débits d'évacuation des réseaux d'eaux accidentelles des chais A à P à l'échelle de la surface totale d'une cellule, avec la prise en compte des avaloirs et canalisations internes à la cellule. En cas de non-respect de l'exigence de débit minimum requis, cette étude doit permettre de faire apparaître les facteurs limitants. Les résultats de cette étude et, le cas échéant, les propositions d'actions d'amélioration devront être transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 mois

#### N° 5 : Surfaces des zones de collecte

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.6.2.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des pollutions accidentelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>(...) <p>Le réseau, la fosse d'extinction et la rétention sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</p> (...) <p>- Limiter la surface de collecte des effluents afin d'éviter la propagation de l'incendie dans le chai.</p> (...)                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a entrepris depuis une dizaine d'années un programme de réaménagement des chais A à P comprenant notamment un découpage des chais en plusieurs surfaces de collecte des écoulements accidentels par la création de murets ou rigoles.<br>A ce jour, seuls les chais H, L, M, N, O et P n'ont pas encore fait l'objet de tels aménagements.                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><ul style="list-style-type: none"> <li>• L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de 8 mois, un dossier récapitulatif des travaux d'aménagement des réseaux de collecte à l'intérieur des chais A à P effectués, programmés et projetés, comprenant notamment un plan de chaque chai faisant apparaître les surfaces de collecte séparées et les modalités de séparation (murets, rigoles ou autre).</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 8 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 6 : Gestion des eaux pluviales dans les rétentions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des pollutions accidentelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>(...) [L'exploitant] veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.<br>(...)                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant explique : <ul style="list-style-type: none"> <li>• que l'évacuation des EP s'effectue par activation manuelle d'une pompe installée à demeure, sur détection visuelle de la présence d'EP lors des rondes quotidiennes ;</li> <li>• qu'une procédure de gestion des eaux pluviales (EP) se déversant dans les bassins de rétention est en cours d'élaboration, afin de définir précisément le niveau d'eau à partir</li> </ul> |



|                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| duquel déclencher l'évacuation des EP.                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie de la procédure de gestion des EP une fois que celle-ci sera finalisée.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 7 : Surfaces des chais A à P

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 9.9.3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'isolement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La surface d'un chai indépendant est inférieure à 3 000 m <sup>2</sup> .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>Cette prescription n'est pas adaptée aux chais A à P, les plus anciens du site, construits avant l'apparition de ces dispositions réglementaires. Ces chais forment 4 ensembles, séparés de 10 ou 20 m, de chais contigus (cf. vue aérienne en annexe) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ensemble "chais A-F" : surface totale d'environ 10 000 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- Ensemble "chais G-K" : surface totale d'environ 9 000 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- Ensemble "chais NOP" : surface totale d'environ 4 500 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- Ensemble "chais LM" : surface totale d'environ 3 400 m<sup>2</sup>.</li> </ul> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>En vue de l'adaptation de cette prescription, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, <u>sous un délai de 8 mois</u>, une étude de dangers révisée globale de l'ensemble des chais de l'établissement, étudiant notamment les scénarios de propagation d'un incendie entre les chais A à P.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 8 : Distances d'isolement des chais A à P

|                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 9.9.2.1                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'isolement                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les chais sont éloignés de la propriété des tiers d'une distance minimale de : |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>(...)</p> <p>25 m pour les chais d'une surface supérieure à 2 000 m<sup>2</sup>, et inférieure ou égale à 3 000 m<sup>2</sup>.</p> <p>La surface à prendre en compte est la surface totale du chai. Dans le cas où il y a plusieurs chais sur un même site, la surface à prendre en compte est la surface totale des chais s'ils ne sont pas indépendants.</p> <p>Un chai est dit indépendant si :</p> <p>(...);</p> <p>Pour les chais supérieurs à 500 m<sup>2</sup>, il est situé à plus de 15 m d'un autre chai.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Cette prescription n'est pas adaptée aux chais A à P, les plus anciens du site, construits avant l'apparition de ces distances d'éloignement forfaitaires. Les distances entre la clôture du site et ces chais, relevées par l'inspection sur Geoportail, sont approximativement les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ensemble "chais A-F" : 15 m env. ;</li> <li>- Ensemble "chais NOP" : 9 m env. ;</li> <li>- Ensemble "chais LM" : 10 m env.</li> </ul>            |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En vue de l'adaptation de cette prescription, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, <u>sous un délai de 8 mois</u>, une étude de dangers révisée globale de l'ensemble des chais de l'établissement, présentant notamment les distances d'isolement des chais (distances entre les chais et les limites de l'établissement).</li> </ul>                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 9 : Compartimentage des chais A à P

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 9.9.3.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 (M0) et REI 240 (coupe-feu 4 heures). Les murs séparant des cellules contiguës dépassent d'au moins un mètre de la toiture du plus haut des chais concernés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que les murs extérieurs et les murs séparatifs des chais A à P, ne sont pas REI 240 (coupe-feu 4 h) mais REI 120 (coupe-feu 2 h).</p> <p>Au regard de l'étude de dangers d'octobre 2018 ayant conduit à cette prescription, déposée dans le cadre d'une demande d'autorisation d'extension (construction de 6 nouveaux chais, 30 à 35), il apparaît que seules les caractéristiques constructives des chais 30 à 35 alors en projet étaient présentées.</p> <p>Le degré coupe-feu des murs des chais A à P, construits avant l'apparition de ces dispositions</p> |

constructives réglementaires, n'y était pas précisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- En vue de l'adaptation de cette prescription, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de 8 mois, une étude de dangers révisée globale de l'ensemble des chais de l'établissement, présentant notamment les caractéristiques constructives de chaque chai.
- Concernant les chais A à P, anciens, l'exploitant devra présenter les éléments de justification sur lesquels il s'appuie pour déterminer le degré coupe-feu de leurs murs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Extinction automatique incendie des chais A à P**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

**Constats :**

L'exploitant a entrepris depuis plusieurs années un programme de déploiement du système d'extinction automatique incendie (EAI) dans les chais anciens non équipés, chais A à P puis chais 1 à 9. L'extension de l'EAI installée ainsi progressivement est raccordée au système d'EAI dopé à la mousse déjà en place, alimentant les chais plus récents équipés d'EAI dès leur construction (chais 10 et suivants).

A ce jour, l'EAI est installée et en service dans les chais A, B, E, G, I, J et K.

Concernant les chais restants non équipés, l'exploitant annonce avoir réalisé les études de dimensionnement pour les chais C, D et F.

L'exploitant précise que le dimensionnement est basé sur le référentiel APSAD, avec quelques écarts irréductibles compte tenu de l'ancienneté des chais.

Les prochaines étapes annoncées par l'exploitant sont :

- l'aménagement de l'EAI dans les chais C et F en 2026 puis dans le chai D en 2027 ;
- les études de dimensionnement pour les chais 1 à 9 ;
- puis le déploiement de l'EAI dans les chais 1 à 9.

Concernant les chais H, L, M, N, O et P, l'exploitant déclare que les pré-études concluent à l'impossibilité technique et économique de l'installation de l'EAI dans ces chais dans leurs configuration actuelle : absence de racks pour porter le système EAI et charpente/structure du bâtiment non conçue pour porter ce type de charge supplémentaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'installation d'une EAI dans une partie des anciens chais constitue une modification notable des conditions d'exploitation qui aurait dû faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance.

Compte tenu des constats précédents rendant nécessaire la révision de l'étude de dangers, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans ce cadre un récapitulatif des travaux, réalisés et programmés, d'extension du système d'EAI aux anciens chais, accompagné d'un avis d'expert sur la conformité et les écarts au référentiel de conception retenu.

Le cas échéant, le niveau de confiance retenu pour l'EAI en tant que mesure de maîtrise des risques (MMR) devra être particulièrement justifié par rapport aux éventuels écarts résiduels vis-à-vis du référentiel de conception retenu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 8 mois

#### N° 11 : Poteaux incendie proches des chais A à P

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.9.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense contre l'incendie

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose à minima de :

(...)

Cinq poteaux incendie alimentés par le réseau d'alimentation en eau potable, situés dans le site, dont les éléments suivants sont :

| N°SDIS | Type   | Localisation    | Débit à 1bar en m <sup>3</sup> |
|--------|--------|-----------------|--------------------------------|
| 49     | DN 100 | Entrée site     | 49                             |
| 48     | DN 65  | Derrière chai M | 37                             |
| 47     | DN 100 | Pôle réception  | 46                             |
| 46     | DN 100 | Carrefour       | 58                             |
| 28     | DN 100 | Compteur eau    | 60                             |

(...)

##### **Constats :**

Il s'agit d'un réseau privé de 5 points d'eau incendie (PEI) qui couvre le périmètre occupé par les chais anciens A à P.

Bien que privé, ce réseau de 5 PEI est alimenté par le réseau AEP, qui ne leur garanti pas un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h. La norme NFS 62-200 prévoit que chaque installation de poteaux incendie doit, sous une pression de 1 bar minimum, délivrer le débit minimum suivant :

- 60 m<sup>3</sup>/h pour un poteau d'incendie de DN 100,
- 120 m<sup>3</sup>/h pour un poteau d'incendie de DN 150.

En conséquence, ces 5 PEI ne constituent pas des moyens opérationnels pour les services de

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| secours.<br>L'exploitant déclare :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une part, poursuivre annuellement les tests de débits et la maintenance de ces PEI ;</li> <li>d'autre part, étudier la possibilité de mettre sous pression de ces 5 PEI en les raccordant à une source d'alimentation interne équipée de groupes motopompes.</li> </ul>                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Compte tenu des constats précédents, et en particulier ceux relatifs aux surfaces totales importantes des 4 ensembles de chais contigus, l'inspection invite fortement l'exploitant à poursuivre ses études de mise en pression de ce réseau de 5 PEI et à en présenter le résultat dans le cadre de la nouvelle étude de dangers attendue.</b></li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 12 : Maintenance et vérifications périodiques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2019, article 8.9.4.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.<br>(...)                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté les documents, relatifs aux équipements des chais anciens A à P, demandés par l'inspection (dernier rapport de vérification du système de détection incendie, daté du 24/04/2026 ; dernier rapport de vérification des installations électriques, daté du 13/04/2026 et dernier rapport de vérification du désenfumage, daté du 17/12/2025). Ces rapports ne font état d'aucune anomalie particulière. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 13 : Etat des stocks des chais A à P

|                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/09/2022, article 2. de l'annexe I                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :<br>Stockage d'alcool de bouche d'origine agricole supérieur à 40 % : |

| Désignation des chais | Surface d'un chai  | Modalités de stockage  | QSP d'un chai      |
|-----------------------|--------------------|------------------------|--------------------|
| A                     | 1600m <sup>2</sup> | Tonneaux et cuves inox | 2550m <sup>3</sup> |
| B                     | 1600m <sup>2</sup> | Tonneaux               | 1990m <sup>3</sup> |
| C et D                | 1600m <sup>2</sup> | Fûts                   | 1990m <sup>3</sup> |
| E                     | 1600m <sup>2</sup> | Tonneaux               | 2800m <sup>3</sup> |
| F                     | 1600m <sup>2</sup> | Fûts                   | 1990m <sup>3</sup> |
| G                     | 1760m <sup>2</sup> | Tonneaux et cuves inox | 2800m <sup>3</sup> |
| H, I, J               | 1760m <sup>2</sup> | Fûts                   | 1990m <sup>3</sup> |
| K                     | 1760m <sup>2</sup> | Tonneaux               | 2800m <sup>3</sup> |
| L                     | 1660m <sup>2</sup> | Fûtset tonneaux        | 1990m <sup>3</sup> |
| M                     | 1660m <sup>2</sup> | Fûtset tonneaux        | 1990m <sup>3</sup> |
| N                     | 1600m <sup>2</sup> | Fûtset tonneaux        | 2150m <sup>3</sup> |
| O et P                | 1600m <sup>2</sup> | Fûtset tonneaux        | 2200m <sup>3</sup> |
| (...)                 |                    |                        |                    |

#### Constats :

Après vérification par sondage, l'état des stocks présenté par l'exploitant montre que les quantités d'alcools présentes dans les anciens chais A à P respectent leurs capacités maximales autorisées.

A noter que l'exploitant a déposé, par courriel du 5 juin 2026, un dossier de "porter à connaissance" présentant les modifications de capacités de stockage apportées aux différents chais du site (optimisation des modalités de stockage) conduisant à une augmentation de 2960 t de la capacité de stockage totale du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 :** Réexamen quinquennal de l'étude de dangers

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/02/2017, article R. 515-98 II.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.<br/>(...)</p> <p>L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée :</p> <p>1° Dans un délai raisonnable :</p> <p>a) (...);</p> <p>b) (...);</p> <p>c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;<br/>(...)</p>                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers de référence actuelle pour l'exploitation de cet établissement est datée du 23/10/2020, complétée le 03/02/2022.</p> <p>Or, les différentes modifications mises en œuvre depuis et recensées dans les points de contrôle précédents (réaménagement des modalités de stockage, des zones de collecte, des réseaux EP et déploiement de l'extinction automatique dans les anciens chais) peuvent avoir des conséquences importantes sur l'analyse de risques détaillée des scénarios d'accidents majeurs figurant dans cet EDD.</p> <p>Une notice de réexamen, voire une EDD révisée, aurait dû donc être déposée avant la réalisation de ces modifications.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au regard des constats précédents relatifs aux modifications apportées aux installations et à l'inadéquation des prescriptions actuelles vis-à-vis des anciens chais, il apparaît d'ores-et-déjà qu'une révision de l'étude de dangers (EDD) est nécessaire.</p> <p>Considérant qu'un réexamen quinquennal de l'EDD est attendu d'ici février 2027, le dépôt de l'EDD révisée, prenant notamment en compte l'ensemble des constats de la présente visite d'inspection, est attendu avant la fin du mois de février 2027.</p>                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |